

Haïti se Relève





Deux ans après le tremblement de terre dévastateur du 12 janvier 2010, Haïti continue de puiser dans ses ressources pour se relever. Le défi est de taille après les lourdes pertes subies suite au tremblement de terre qui a laissé plus de 200 000 morts, 1,5 million de personnes déplacées et 300 000 bâtiments endommagés ou complètement détruits. L'année 2010 a aussi été marquée par l'épidémie de choléra qui sévit encore aujourd'hui et par l'ouragan Tomas dont les pluies torrentielles et les vents ont balayé certaines régions du pays. La réponse humanitaire internationale a été sans précédent et de nombreuses initiatives ont vu le jour pour y faire face et accompagner les Haïtiens.

2011 a quant à elle été caractérisée par la transition politique et administrative mais aussi la transition de la phase humanitaire au relèvement. Le grand défi des différents acteurs impliqués dans la reconstruction en Haïti a été d'axer leur programme sur le long terme et passer de l'aide humanitaire au développement durable. Cependant la réalité des besoins en Haïti exige toujours la complémentarité de l'intervention humanitaire parallèlement à celle des acteurs du développement. La transition politique vers un nouveau gouvernement a été difficile et accompagnée de beaucoup d'incertitudes.

Dans ce contexte, le PNUD a presque doublé l'ampleur de sa coopération avec le Gouvernement haïtien et a intensifié ses efforts dans la gestion des débris et dans les initiatives de reconstruction tout en créant des milliers d'emplois. Suspendus pour répondre à l'urgence après le séisme, les programmes de gouvernance et de protection de l'environnement ont été réactivés et

plusieurs projets cruciaux ont vu le jour. De nouvelles initiatives ont également été lancées telles que l'appui à la lutte contre le sida et la tuberculose, le programme de réduction des risques sismiques dans les trois départements du Nord et l'appui au renforcement institutionnel avec la Primature et la Présidence.

La mission du PNUD est celle d'accompagner et de renforcer les capacités des institutions nationales, du secteur privé local et celles des communautés, afin de mieux préparer l'avenir du pays. En effet, 30% du budget est mis en œuvre directement par les entités du gouvernement central et 40% d'exécution par des organisations locales.

La phase de relèvement va nécessiter de nombreuses années mais des résultats ont déjà été observés sur le terrain durant les 12 derniers mois : 50% des débris enlevés, plus de 300 000 emplois créés et 2 000 mètres de murs en gabions érigés.

Ces résultats ont notamment été le fruit de partenariats avec divers acteurs clés du gouvernement central et local, du système des Nations Unies, des ONG locales et internationales, du secteur privé local et surtout des Haïtiens et des Haïtiennes. L'une des priorités du PNUD a été notamment de mettre ensemble tous ces acteurs afin d'entamer le processus de reconstruction et avancer vers le développement durable. Les communautés ont joué un rôle critique dans les efforts de reconstruction et le PNUD continue à mettre la priorité sur une approche participative dans sa planification pour permettre aux Haïtiens de prendre leur pays en main et de choisir leur avenir.

50% de débris enlevés, dont **20%** recyclés
500 maisons rouges démolies

Le retour en toute sécurité aux quartiers d'origine, la reprise de la vie quotidienne et le développement du secteur privé est au cœur de l'approche du PNUD en terme de reconstruction. La gestion des débris est une porte d'entrée qui a permis à ce jour de déblayer plus de cinq millions de mètres cubes des rues de la capitale et de Léogâne, à travers un effort conjoint du Ministère des Travaux Publics, des Transports et des Communications (MTPTC), des municipalités, du PNUD, de l'UNOPS, d'ONU-Habitat, du BIT et 50 partenaires nationaux et internationaux. Plus de 20% de ces débris ont été recyclés dans la fabrication de matériaux de construction non structurels et une partie est également utilisée dans des petits aménagements urbains tels que des places, des trottoirs, des escaliers ou des murs de gabions. En parallèle, 500 maisons gravement endommagées (maisons rouges) ont été démolies afin d'éviter qu'elles ne s'écroulent et d'assurer la sécurité de la population.

Le déblaiement a ainsi permis de démarrer la phase de revitalisation des quartiers qui se concentrera en 2012 sur l'amélioration des services de base et l'appui aux commerces de voisinage et aux micro-entreprises pour relancer la vie économique.

Un projet complémentaire lancé par le gouvernement et appuyé par les Nations Unies a permis à plus de 1 000 familles de retourner chez elles, rendant à la ville ses espaces verts et ses lieux de convivialité. Le projet 16/6 envisage de permettre aux personnes se trouvant dans 6 camps de retourner dans leurs 16 quartiers d'origine, à travers des aides au logement sur une période de six mois. L'initiative se concentre sur l'amélioration des conditions de vie, de logement et sur la création d'opportunités économiques au cœur des quartiers d'origine, éléments incitatifs fondamentaux pour encourager le retour.









2 700 professionnels haïtiens formés
70 experts déployés pour accompagner le gouvernement

Dans le cadre du renforcement des capacités du gouvernement et des communautés, le PNUD a contribué à la professionnalisation de 2 700 personnes dans des domaines clés pour le relèvement et le développement en Haïti : formations professionnelles pour l'ensemble des acteurs judiciaires (magistrats, greffiers, policiers), formations dans les métiers du bâtiment et de la construction (maçonnerie, charpenterie, recyclage et réutilisation des débris dans des matériaux de construction, etc.), ainsi que des formations dans le domaine de la réduction des risques de désastres tels que la protection des berges de rivière et des bassins versants, la réduction de la vulnérabilité des populations riveraines et la préservation de l'environnement.

Parallèlement à ces efforts, le PNUD a mis plus de 70 experts nationaux et internationaux à la disposition des autorités gouvernementales haïtiennes pour accompagner le processus de relèvement et des réformes publiques. Plus de 20 experts sont mobilisés afin d'appuyer la présidence dans la formulation de politiques dans divers domaines dont l'administration publique, les réformes judiciaires, l'environnement, les finances, la santé ou encore l'éducation. Dans le domaine de la gestion des risques de désastres, 50 agents ont été déployés au niveau central ainsi que dans les 10 départements afin de renforcer les mécanismes de coordination entre les différents niveaux nationaux, départementaux et communaux, et par conséquent renforcer le système de communication et d'alerte en situation d'urgence.

300 000 emplois créés
40% de femmes employées

Le marché de l'emploi en Haïti connaît une crise profonde et de longue date, qui s'est davantage aggravée après le tremblement de terre du 12 janvier 2010. Le chômage touche aujourd'hui plus de 60 % de la population active en Haïti et près de 80 % des Haïtiens vivent en dessous du seuil de pauvreté. Avec l'appui du PNUD et du Bureau international du travail (BIT), le Gouvernement haïtien planifie des schémas de relance économique qui se concentrent notamment sur la mise en valeur des petits commerces à Port-au-Prince et dans le reste du pays. Le PNUD apporte ainsi son soutien aux organisations à base communautaire et les petits commerçants via des microcrédits leur permettant de relancer et redresser leurs activités.

Par ailleurs, le PNUD avantage systématiquement l'emploi et l'achat local : plus de 90% de la main d'œuvre employée dans l'exécution des projets du PNUD en 2011 est haïtienne et 40% sont des femmes. Selon les schémas à haute intensité de main d'œuvre (HIMO), ce sont plus de 300 000 emplois temporaires qui ont été créés depuis le séisme de janvier 2010, permettant à plus de 60 000 familles d'avoir accès à un revenu ainsi qu'à une professionnalisation dans des domaines spécialisés tels que la gestion des débris, le recyclage, la construction selon les normes parasismiques, la protection des berges et le réaménagement des bassins versants.

Les schémas d'emploi ont connu une évolution depuis 2010. Tirant des conclusions et des leçons des projets développés en 2010, le PNUD a lancé en 2011 un nouveau schéma qui est basé sur la performance et la productivité des travailleurs. Ainsi, le format « cash for work », mis en place en réponse immédiate au tremblement de terre, et qui a permis d'injecter rapidement des fonds dans l'économie haïtienne, cède la place au « cash for production ». Selon cette nouvelle approche, les membres de la communauté sont payés selon la quantité de débris qu'ils enlèvent, générant ainsi une main-d'œuvre axée sur les résultats qui, en moyenne, est plus productive et par conséquent gagne plus.









2 000 mètres de berges construites
10 communes protégées

Depuis le tremblement de terre dévastateur de janvier 2010, le PNUD a construit plus de 2 000 mètres de structures de protection des berges, permettant aux habitants de 10 communes dans les départements du Nord, du Sud et du Sud-est d'Haïti d'être à l'abri des inondations et des débordements de rivière lors des passages d'ouragans ou de pluies torrentielles.

La gestion des risques de désastres est un axe prioritaire du PNUD en Haïti. Il repose sur des activités de mitigation des risques mais aussi sur la mise en place d'un Système national de gestion de risques de désastres. Le PNUD accompagne le Gouvernement haïtien à travers la Direction de la Protection civile (DPC) afin de sortir des scénarios d'urgence et mettre en place des projets à long terme qui permettent au pays de se relever et avancer vers le développement durable.

Ainsi, en 2011, le PNUD a contribué à l'élaboration de 11 plans de contingence et coordonné aux côtés de la DPC un exercice de simulation avec la participation de l'ensemble des acteurs impliqués dans la gestion des risques de désastres en Haïti. Le PNUD a également développé une carte de zonage sismique de Port-au-Prince permettant de prendre des décisions informées quant à l'aménagement du territoire et à la construction de nouvelles structures. Afin de renforcer le système de communication en période d'urgence, près de 1 000 téléphones ont été distribués aux élus locaux et aux délégués départementaux. Les 10 départements ont de plus été dotés de kits mobilités constitués, entre autres, d'un téléphone, d'un ordinateur portable, d'un modem internet et d'une imprimante portable. Ceci garantit aux coordonateurs techniques départementaux d'être fonctionnels à tout moment, et ce, dans les endroits les plus reculés du pays.

SIMEX

Les 21 et 22 juillet 2011, la Direction de la Protection civile haïtienne et ses partenaires, en étroite collaboration avec le PNUD, ont organisé un exercice de simulation pour tester le niveau de préparation du pays à la saison cyclonique. Le but d'un tel exercice est de mettre en scène différents scénarios possibles pour simuler une situation réelle en temps de crise. Cette année, l'exercice de simulation a testé l'efficacité de deux aspects : la coordination et la communication en temps réel. L'une des particularités de l'édition 2011 est qu'elle a regroupé tous les acteurs nationaux et internationaux qui interviennent dans la gestion des risques de désastres en Haïti autour d'une même table. Ainsi, en 48 heures, plus de 50 agences spécialisées ont été représentées, 300 personnes mobilisées sur 2 départements incluant des membres des 10 ministères, de la direction départementale de la protection civile, du système des Nations Unies, de la Croix Rouge haïtienne et diverses ONG nationales et internationales.

Insertion sociale et professionnelle des handicapés

Le projet de gestion des déchets à Léogâne accorde une attention particulière aux personnes handicapées et leur offre une opportunité de travailler au sein de leurs communautés dans les projets d'enlèvement des déchets. Ainsi, 10% des personnes employées dans le cadre du projet de gestion des déchets à Léogâne sont des femmes et des hommes qui ont un handicap. Ils sont notamment en charge des tâches d'encadrement, de contrôle qualité et de supervision. A 26 ans, Gina Désir n'arrive plus à bouger les parties de son corps après s'être brisé la colonne vertébrale lors du séisme. Aujourd'hui, la jeune femme travaille comme chef d'équipe de

l'un des partenaires du PNUD, le Christian Reformed World Relief Committee. Se faisant accompagner de sa sœur, Gina se sentait délaissée avant d'être recrutée par cette ONG : « J'ai entamé un petit commerce avec ce que je gagne. J'aimerais pouvoir payer une personne pour m'aider parce que je ne peux rien faire toute seule. C'est tellement difficile de demander tout le temps de l'aide. Avant de travailler dans ce projet, je me sentais seule et isolée. Maintenant ça commence à aller mieux pour moi. Je suis reconnaissante à la Mairie de Léogâne et au PNUD pour m'avoir donné cette chance. Je souhaite que le projet continue et que d'autres ONG ainsi que les instances concernées de l'Etat imitent cette action en pensant aux personnes à besoins spéciaux comme moi ».

La bourse des déchets

Le groupe de travail de gestion des déchets, coordonné par le MTPTC et appuyé par le PNUD, a lancé une nouvelle initiative qui donne l'opportunité aux organisations qui enlèvent les déchets, de les entreposer pour permettre à d'autres organisations de les réutiliser dans le recyclage et la construction. L'idée est de mettre en contact les fournisseurs de déchets et les demandeurs pour créer une sorte de bourse. Une lettre d'accord est signée entre le « donateur » et « l'utilisateur » de déchets. Le donateur est en charge de produire et mettre les déchets à disposition de l'utilisateur ou des les acheminer au centre de concassage MTPTC/ONU. Il doit respecter les spécificités demandées quant au volume et à la taille des agrégats. L'utilisateur doit utiliser les déchets dans le cadre de projets liés à la réhabilitation ou la construction d'ouvrages urbains en Haïti et doit respecter les standards et normes techniques adoptés par les autorités nationales et locales, notamment le Laboratoire



national du bâtiment et des travaux publics pour l'utilisation des débris requis. Cette initiative vient remédier à l'utilisation incontrôlée des débris et permet de capitaliser le volume des débris dans des projets de construction.

CARMEN

En dépit des efforts des organisations nationales et internationales, les familles restent les principaux acteurs dans la réparation et la reconstruction de leurs maisons. Pour renforcer cette démarche d'auto prise en charge de la population, le PNUD a mis en place des Centres d'Appui pour le Renforcement des Maisons Endommagées : les CARMEN. Ces centres de ressources communautaires viennent appuyer les missions du MTPTC et de la mairie de Port-au-Prince et serviront de sources d'informations pour la population, ainsi que de plateforme de rencontre et d'échange avec divers experts des domaines du bâtiment et des domaines juridiques et fonciers. Des formations relatives aux pratiques de construction ainsi qu'aux mesures parasismiques seront aussi organisées. Ces centres contribueront ainsi à l'amélioration des processus de réparation, construction et démolition par et pour les communautés elles-mêmes et tenteront de réduire les schémas de construction informels dans les zones d'intervention sélectionnées.

Au total, cinq centres ont été inaugurés à Fort National, Canapé Vert, Carrefour Feuilles, Delmas 75 et Léogâne. Ils vont permettre à près de 50 000 Haïtiennes et Haïtiens de bénéficier des services des CARMEN en cinq mois. Pendant cette même période, 10 000 maisons « jaunes » (partiellement endommagées par le séisme) seront évaluées par des ingénieurs qui assureront l'application des normes parasismiques dans les réparations.

Plateforme communautaire : un espace de discussion et de décision

En étroite collaboration avec ONU-Habitat, le PNUD intervient sur la composante « planification communautaire » du projet 16/6 du Gouvernement haïtien qui vise à aider les communautés vivant dans 6 camps à retourner dans leurs 16 quartiers d'origine. Cette approche participative implique les Haïtiens dans l'aménagement de leur territoire en respectant leurs attentes et leurs besoins. Dans ce contexte, le PNUD travaille avec les communautés dans la création de plateformes qui représentent différents groupes de la société : les leaders communautaires, les femmes, les jeunes, etc. L'idée est de pouvoir créer des espaces de discussion et de décision qui prennent systématiquement en compte l'opinion publique. Vingt ateliers de concertation sur la planification stratégique de la zone métropolitaine de Port-au-Prince ont déjà été organisés depuis le mois d'avril 2011 avec plus de 600 participants. Ces concertations ont débouché sur l'ébauche de plusieurs schémas d'aménagement urbain dans la capitale. A long terme, ces plateformes communautaires pourront accueillir différents thèmes touchant à la vie publique et devenir un outil crucial de gouvernance locale.



10 millions de préservatifs distribués
60% des patients tuberculeux guéris

Le PNUD et ses 20 sous-récepteurs interviennent dans le cadre du programme du Fonds mondial dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Leurs interventions suivent les cibles nationales déterminées par le Ministère de la santé publique et de la population.

Ainsi en 2011, le PNUD et ses partenaires ont contribué à la guérison de 60% des patients tuberculeux dont le nombre s'élevait à 33 000 en 2011. Plus de 5 200 cas ont été détectés cette année. Ces activités entrent dans le cadre du Programme National de Lutte contre la Tuberculose dont l'objectif est de réduire la transmission, la morbidité et la mortalité de la tuberculose en Haïti.

Parallèlement à ces efforts, le programme appuyé par le PNUD a fourni un traitement à 33 274 patients séropositifs et réalisé plus de 140 500 tests de dépistage du VIH/sida et séances de conseil. En terme de prévention, près de 10 millions de préservatifs ont été distribués, 5 235 jeunes de 10 à 24 ans ont été sensibilisés au VIH/sida et 2711 travailleuses de sexe ont suivi des séances d'information et de prévention. Ces activités ont été développées dans le cadre de la campagne nationale de lutte contre le sida, améliorant ainsi le taux d'accès au traitement et aux méthodes de prévention.

La contribution du PNUD se concentre également sur les aspects de suivi de ces maladies et l'assurance de la qualité des services d'accompagnement aux patients. Cet appui aide le gouvernement à maintenir des données fiables et à jour concernant l'évolution du sida et de la tuberculose, permettant ainsi de mettre en place et développer une politique de lutte et en même temps de coordonner les réponses.









2 200 km² d'aires protégées
400 hectares reboisés

Haïti connaît une dégradation alarmante de son environnement depuis le début des années 60 et la couverture forestière est aujourd'hui de moins de 2%. Dans ce contexte, le PNUD accompagne les efforts du Ministère de l'environnement dont la feuille de route envisage d'augmenter la couverture forestière jusqu'à 5% en l'espace de cinq ans.

Au cours de l'année 2011, le PNUD et ses partenaires ont lancé des initiatives d'aménagement des bassins versants, de reboisement et de promotion des énergies renouvelables. Par exemple, cinq projets majeurs portant sur la protection environnementale, dont deux projets avec la République dominicaine ont été inaugurés. En moins de cinq mois, 400 hectares ont été reboisés et 2 200 km² d'aires protégées ont été délimitées afin de préserver la diversité biologique et de mettre en valeur le patrimoine naturel haïtien.

Les deux grands défis de la protection environnementale sont d'inscrire les interventions dans la durabilité et d'assurer un financement régulier de ces activités. C'est pourquoi les efforts du PNUD en 2011 se sont concentrés sur la mise en place de systèmes nationaux de protection de l'environnement et sur la formation des capacités locales dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et dans la création de bases de données qui faciliteront la prise de décisions.



Relèvement et réduction de la pauvreté

Le PNUD appuiera les initiatives qui favorisent le retour des personnes déplacées dans leurs quartiers d'origine tels que l'appui aux micro-entreprises, l'amélioration des services et des espaces publics ainsi que l'aide à la réparation et à la construction des maisons. A plus long terme, le PNUD redoublera ses efforts dans la création d'emplois. L'idée est de créer un lien entre l'offre et la demande disponibles en Haïti tout en prenant en compte les secteurs d'activités qui vont être actifs et qui vont nécessiter une main d'œuvre dans les cinq années à venir. Il sera primordial d'adapter et de mettre à jour les compétences et savoir-faire de la demande suivant les besoins des compagnies sur le marché haïtien.

Gouvernance démocratique

Le renforcement des capacités et des ressources humaines des administrations publiques est une des priorités du PNUD. L'objectif est d'augmenter leurs capacités d'exécution et de livraison notamment dans les domaines de la reconstruction, du logement et de l'aménagement du territoire. Le PNUD continuera ses investissements dans le renforcement des capacités de gestion du Conseil électoral provisoire. Les activités mettront également l'accent sur les mécanismes de prévention et de gestion de crises électorales, et sur les mesures et les pratiques visant à mitiger les risques de violence tels que les incidents connus en 2010. Dans le cadre du renforcement de l'état de droit en Haïti, le PNUD contribuera à renforcer la Cour de Cassation et à la création du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire.

Réduction des risques de désastres

Le PNUD continuera de travailler avec le Gouvernement haïtien et notamment la Direction de la Protection civile (DPC) afin des renforcer son Système national de gestion de risques de désastres et mettre en place des infrastructures mieux adaptées afin de sortir des scénarios d'urgence et avancer vers le développement durable. Des travaux de renforcement se concentreront sur les capacités de préparation, de mitigation et de réponse de la DPC.

Protection de l'environnement

Les efforts de protection de l'environnement seront intensifiés notamment dans le Sud et à la frontière à travers deux projets binationaux avec la République dominicaine dont le but est d'accroître la couverture forestière tout au long de la frontière. Par ailleurs, le PNUD vient de lancer un projet majeur relatif aux changements climatiques dont l'objectif d'ici 2015 est de mettre en place des mesures d'adaptation d'urgence pilotes pour répondre à la majorité des menaces pressantes causées par le changement climatique sur les populations et l'économie des zones côtières.

Lutte contre le VIH/sida et la tuberculose

Dans le cadre du programme du Fonds mondial, le PNUD œuvrera sur l'amélioration des capacités de ses partenaires en terme de livraison de service et de gestion de projet. D'une autre part, il continuera à mobiliser les efforts afin d'attirer de nouveaux financements dans le domaine de la lutte contre le VIH/sida et la tuberculose.

La République d'Haïti



Population	10 millions d'habitants (près de 2,5 millions à Port-au-Prince, la capitale)
Jeunesse	Près de 40% ont entre 0 et 14 ans
Superficie	27 750 km ²
Division géographique	10 départements, 41 arrondissements, 133 communes, 565 sections communales
Vulnérabilité face aux catastrophes naturelles	Risques sismiques, inondations dues aux pluies torrentielles, cyclones (entre 2008 et 2010 : 5 cyclones, un tremblement de terre, épidémie de choléra)
Couverture forestière	2 % du territoire
Pauvreté	77 % des Haïtiens vivent en dessous du seuil de pauvreté
Taux d'alphabétisation	52 %
Taux de séropositivité au VIH/SIDA	2,2 %
Taux d'accès à l'eau potable	46 %
Taux d'accès à une source d'eau améliorée	63 %
Malnutrition	Près d'1/3 des enfants en dessous de 5 ans souffrent de retard de croissance
PIB par habitant	\$1150 -1200
Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB (2010)	• secteur primaire : 24% (moitié de la population active) • secteur secondaire : 17% • secteur tertiaire : 58% Les importations haïtiennes ont doublé entre 2002 et 2008 passant de 1 à 2,150 Milliards US\$
Emploi/Chômage	Plus de 60 % de la population active touchée par le chômage
IDH (Indice de développement humain)	0,454 (2011), 158e sur 187 pays

Sources : PNUD, BM, FMI, UN Stats





Le PNUD en Haïti



Couverture géographique

10 départements

Personnel

250 nationaux, 50 internationaux

38 projets en cours couvrant les domaines d'intervention suivants

- Gouvernance démocratique
- Relèvement et réduction de la pauvreté
- Environnement et énergies renouvelables
- Gestion des risques de désastres
- Lutte contre le VIH/sida et la tuberculose

Partenaires principaux

Présidence, Primature, MPCE, MTPC, MDE, MARND, MICT, MSPP, DPC, CEP, UEH/ONAVC, DINEPA, Mairies (Port-au-Prince, Léogâne, Pétion-Ville), directions départementales (Sud, Nord-ouest, Nord, Nord-est), UNOPS, ONU-Habitat, BIT, PAM, UNFPA, FAO, PNUE, UN Women, OCHA et ONUSIDA

Contributions 2011-2012

\$92,7 millions

Mise en œuvre 2011-2012

\$ 83 millions

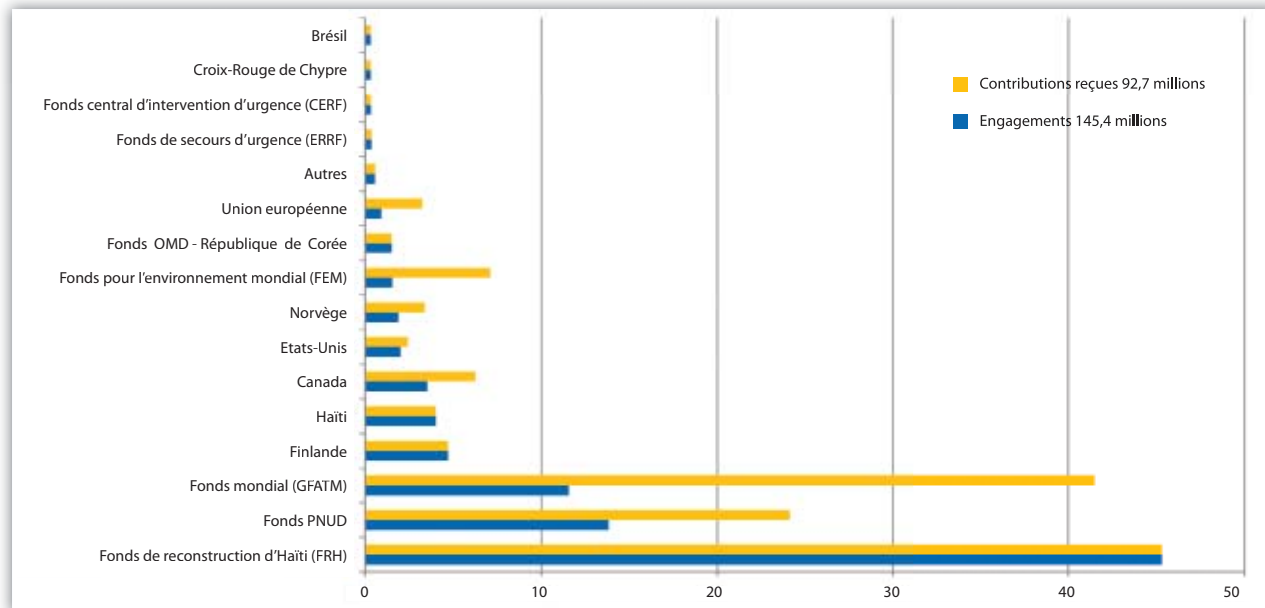
Taux de mise en œuvre

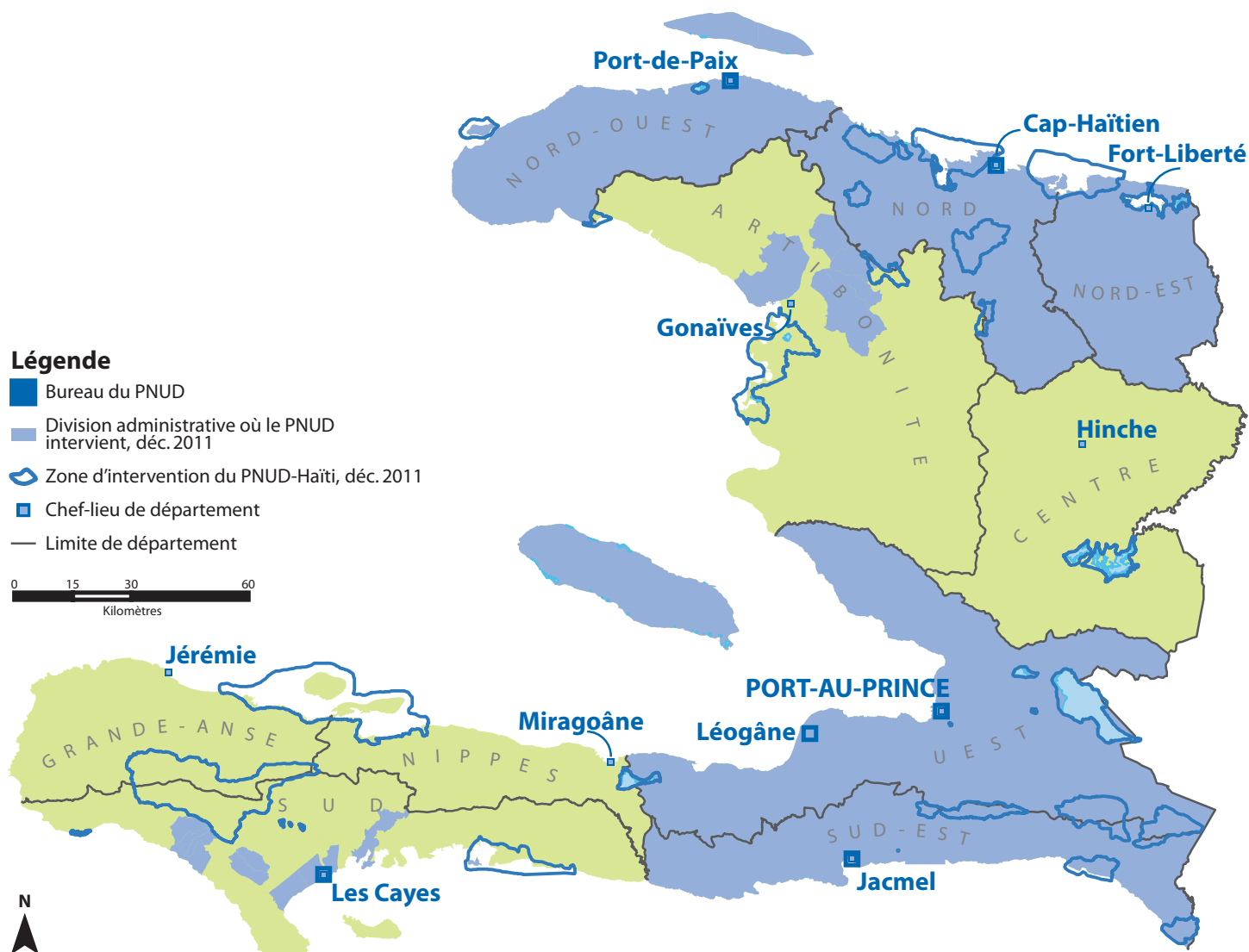
90 %

Estimation des engagements en 2011



Contributions des bailleurs de fonds 2011-2012 (en dollars américains)





Les frontières et les noms indiqués, ainsi que les appellations utilisées sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.

PNUD-Haïti, décembre 2011

Décembre 2011

© 2011 Programme des Nations Unies pour le développement.
Tous droits réservés.

Mise en page
Unité communication, PNUD Haïti

Photos
PNUD Haïti ; Logan Abassi (MINUSTAH) ; Marco Dormino (UNICEF)



Programme
des Nations Unies
pour le développement

www.ht.undp.org